



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la  
société MECAPROTEC INDUSTRIES MPI exploitant une installation de traitement de surfaces  
et d'application de peinture pour des pièces aéronautiques à MURET (site 1)**

**N°54**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 modifié portant autorisation d'exploitation de la société Mécaprotec Industries (site 1) ;

Vu le dossier relatif à la mise à jour de l'autorisation d'exploiter de septembre 2017, et en particulier l'étude de dangers ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juin 2020 relatif au changement d'exploitant et à la mise en oeuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations (site 1) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 novembre 2021 relatif à la société Mécaprotec Industries-MPI pour ses installations classées exploitées à Muret, 34, boulevard Joffrery (site 1) ;

Vu l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 11 août 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 22 mai 2025 relatif à la visite d'inspection du 20 mai 2025 de l'installation exploitée par la société MECAPROTEC INDUSTRIES MPI site 1, sise 34, boulevard de Joffrery à MURET ;

Considérant que, lors de sa visite du 20 mai 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la chaîne N de traitement de surface, mise en service en 2018, n'est pas positionnée dans un local avec des caractéristiques permettant de réduire les risques de propagation d'un incendie au strict minimum ;

Considérant que ces constats constituent des manquements, respectivement, à l'article 3-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié et à l'article 8.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 modifié ;

Considérant que le non-respect de certaines dispositions réglementaires, résultant des modalités d'exploitation des installations, porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société MECAPROTEC INDUSTRIES MPI site 1 de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant les éléments de réponse apportés par l'exploitant, il apparaît que les délais imposés dans l'arrêté portant mise en demeure initial du 11 août 2022, susvisé, doivent être revus compte tenu des investissements financiers à mettre en place pour la remise en conformité du site ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance de la société MECAPROTEC INDUSTRIES MPI site 1, le 28 mai 2025, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société MECAPROTEC INDUSTRIES MPI site 1 a transmis ses observations au terme du délai imparti, par courriel du 12 juin 2025 ;

Sur proposition du chef de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup> :** L'arrêté préfectoral du 11 août 2022 portant mise en demeure est abrogé.

**Art. 2 :** La société MECAPROTEC INDUSTRIES MPI est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à MURET (31600), 34, boulevard Joffrery (site 1), de respecter les prescriptions suivantes à compter de la notification du présent arrêté selon l'échéancier en annexe 1 :

- article 3-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié susvisé, concernant le comportement au feu des structures des locaux à risques ;
- article 8.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2009 modifié, concernant le comportement au feu des bâtiments.

**Au plus tard, le 1<sup>er</sup> septembre 2030**, la société MECAPROTEC INDUSTRIES MPI notifie à l'inspection la fin des travaux, comprenant le dossier de recollement et toute pièce justificative.

**Art. 3 :** À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1<sup>er</sup>, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

**Art. 4 :** Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le

tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

**Art. 6 :** En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

**Art. 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MECAPROTEC INDUSTRIES MPI site 1.

Fait à Toulouse, le **20 JUIN 2025**

Pour le préfet  
et par délégation :  
Le secrétaire général,  
  
**Serge JACOB**

## **Annexe 1 :** Échéancier de travaux concernant le comportement au feu des locaux

Phase travaux		Éléments à transmettre
<b>Phase 1 : Aménagement des locaux sociaux</b>	Réalisation des travaux	<u>1<sup>er</sup> octobre 2025 :</u> Plan de recollement Plan des réseaux
	<i>Fin septembre 2025</i>	
<b>Phase 2 : Aménagement d'un auvent de réception et de bureaux des services supports</b>	Réalisation des travaux	<u>1<sup>er</sup> mai 2026 :</u> Plan de recollement Plan des réseaux
	<i>Octobre 2025 à fin avril 2026</i>	
<b>Phase 3 : Encapsulage de la chaîne N&amp;E</b>	Finalisation de l'avant-projet détaillé (faisabilité)	<u>1<sup>er</sup> mai 2025 :</u>
	<i>Avril 2025</i>	Notice APD
	Arrêt de la chaîne d'OAC	<u>1<sup>er</sup> janvier 2026 :</u>
	<i>Fin décembre 2025</i>	Déclaration pour la cessation d'activité
	Démantèlement de la chaîne d'OAC	<u>1<sup>er</sup> septembre 2026 :</u> Compte-rendu fin de travaux Bordereaux de suivi des déchets
	<i>Janvier 2026 à août 2026</i>	
	Validation des entreprises	<u>1<sup>er</sup> juin 2026 :</u>
	<i>Février 2026 à mai 2026</i>	Ordres de services signés
	Réalisation des travaux	<u>Chaque année au 31 août :</u> Plan de recollement Plan des réseaux
	<i>Août 2026 à août 2030</i>	